



Rapport financier trimestriel

Pour le trimestre et la période de neuf mois
clos le 31 décembre 2015



Compte rendu de la direction.....	1
Déclaration de responsabilité de la direction.....	10
États financiers intermédiaires résumés (non audités).....	11

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN
COMPTE RENDU DE LA DIRECTION
POUR LE TRIMESTRE ET LA PÉRIODE DE NEUF MOIS CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2015

Le compte rendu de la direction présente les principales activités et initiatives ainsi que les risques et les résultats financiers importants de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015. Ce compte rendu devrait être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités de l'ACSTA pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015, qui ont été préparés conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34). Ce compte rendu devrait aussi être lu conjointement avec le Rapport annuel de 2015 de l'ACSTA, le Rapport financier trimestriel pour le trimestre clos le 30 juin 2015 et le Rapport financier trimestriel pour le trimestre et la période de six mois clos le 30 septembre 2015 de l'ACSTA. Les informations communiquées dans le présent rapport sont exprimées en milliers de dollars canadiens et sont à jour au 24 février 2016, sauf indication contraire.

Déclarations prospectives

Les lecteurs sont avisés que le présent rapport renferme un certain nombre d'informations et de déclarations prospectives. Ces dernières contiennent des données qui sont généralement déclarées comme étant anticipées, prévues ou projetées par l'ACSTA. Elles comportent des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs pouvant faire en sorte que les résultats et le rendement réels de l'ACSTA diffèrent de manière significative de tout résultat ou toute performance futurs exprimés ou sous-entendus dans les informations prospectives en question.

Caractère significatif

En vue de déterminer les informations qui doivent être présentées dans ce rapport, la direction applique le concept de caractère significatif comme guide pour la présentation. La direction estime que des informations sont significatives s'il est vraisemblable que leur omission ou une anomalie les concernant, appréciée par rapport aux circonstances particulières, puisse influencer sur les décisions économiques prises par les intervenants de l'ACSTA.

APERÇU DE L'ORGANISATION

L'ACSTA est une société d'État mandataire chargée de fournir un contrôle efficace et efficient des personnes — ainsi que des biens en leur possession ou sous leur contrôle, ou des effets personnels ou des bagages qu'elles confient à un transporteur aérien en vue de leur transport — qui ont accès, par des points de contrôle, à un aéronef ou à une zone réglementée désignée. L'ACSTA doit aussi veiller à ce que le niveau de contrôle soit uniforme partout au Canada et exécuter les autres fonctions liées à la sûreté du transport aérien que le ministre des Transports, sous réserve des modalités qu'il détermine, lui confère. L'ACSTA doit exercer ses responsabilités dans l'intérêt public et en tenant compte des intérêts des voyageurs. Sa mission est de protéger le public en assurant la sûreté des aspects critiques du système de transport aérien tels qu'ils sont désignés par le gouvernement du Canada.

Pour ce faire, l'ACSTA assure des services de contrôle dans les quatre secteurs suivants :

- le contrôle préembarquement (CPE) : le contrôle des passagers, de leurs bagages de cabine et de leurs effets personnels;
- le contrôle des bagages enregistrés (CBE);
- le contrôle des non-passagers (CNP) : le contrôle aléatoire des non-passagers;
- le programme de carte d'identité pour les zones réglementées (CIZR) : la gestion du contrôle de l'accès aux zones réglementées des aéroports, au moyen de données biométriques.

En plus de mener les activités découlant de son mandat, l'ACSTA a conclu une entente avec Transports Canada afin d'effectuer le contrôle du fret dans les petits aéroports. Ce programme vise à assurer le contrôle de quantités limitées de fret durant les périodes creuses en utilisant la technologie et les ressources existantes.

Avec le soutien de Transports Canada, l'ACSTA a conclu une entente avec l'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto concernant la mise à l'essai de l'achat de services de contrôle supplémentaires, laquelle est entrée en vigueur le 5 octobre 2014. Cette entente devrait expirer le 31 mars 2016.

CONTEXTE OPÉRATIONNEL

La partie ci-après du rapport présente de l'information sur les changements importants qui sont survenus dans le contexte opérationnel de l'organisation depuis le 30 septembre 2015.

MODIFICATION RÉGLEMENTAIRE

Le gouvernement du Canada a annoncé une nouvelle réglementation permettant aux aéroports qui n'ont pas accès aux services de contrôle de sûreté de l'ACSTA d'obtenir de tels services selon le principe de recouvrement des coûts. La nouvelle réglementation permet ainsi aux petits aéroports non désignés d'investir dans des services de contrôle afin de faciliter les vols de correspondance depuis de plus grands aéroports, désignés, tout en renforçant la sûreté du système d'aviation canadien. L'ACSTA travaille avec Transports Canada à l'élaboration d'une solution de recouvrement des coûts réalisable à ces aéroports.

CROISSANCE DU NOMBRE DE PASSAGERS ET TAUX DE FACTURATION DES FOURNISSEURS DE SERVICES DE CONTRÔLE

Les niveaux de référence de fonctionnement de l'ACSTA ne lui permettent pas de financer l'augmentation des taux de facturation des fournisseurs de services de contrôle, ni de faire face à la croissance du nombre de passagers. En 2015-2016, l'ACSTA a reçu des fonds supplémentaires de 26 800 \$ pour un an afin qu'elle puisse offrir un niveau de service moyen relatif aux temps d'attente où environ 85 % des passagers sont contrôlés dans un délai de 15 minutes aux huit aéroports les plus occupés du Canada¹. L'ACSTA collabore avec Transports Canada en vue d'obtenir un financement intérimaire pour 2016-2017 qui lui permettrait d'aborder les problèmes immédiats découlant des temps d'attente jusqu'à ce qu'une stratégie de financement à long terme efficace du point de vue opérationnel soit mise en place.

¹ Les fonds supplémentaires ont été calculés en fonction de l'hypothèse que la croissance du nombre de passagers en 2015-2016 atteindra 3,5 %.

Selon les statistiques produites par le Système de sûreté des cartes d'embarquement (SSCE) de l'ACSTA, le nombre de personnes contrôlées au Canada a augmenté de 2,5 % au cours du trimestre clos le 31 décembre 2015 par rapport à la période correspondante de 2014.

RISQUES ET INCERTITUDES

Le risque lié à la prestation des services par des tiers en matière d'interruptions de travail licites du personnel de contrôle syndiqué tend à diminuer étant donné que la plupart des conventions collectives négociées entre les syndicats et les fournisseurs de services de contrôle ont été ratifiées pour les 28 principaux aéroports du Canada. Il n'y a eu aucun autre changement important au profil de risque de l'ACSTA par rapport au profil présenté dans le *Rapport annuel de 2015*.

ANALYSE DES RÉSULTATS FINANCIERS

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL

La présente partie du rapport décrit les écarts importants constatés à l'état intermédiaire résumé du résultat global pour les trimestres et périodes de neuf mois clos le 31 décembre 2015 et le 31 décembre 2014.

Points saillants financiers – État intermédiaire résumé du résultat global (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les				Périodes de neuf mois closes les			
	31 décembre		31 décembre		31 décembre		31 décembre	
	2015 (non audités)	2014 (non audités)	Écart en \$	Écart en %	2015 (non audités)	2014 (non audités)	Écart en \$	Écart en %
Charges¹								
Services de contrôle et autres coûts connexes	110 508 \$	102 658 \$	7 850 \$	7,6%	327 370 \$	301 131 \$	26 239 \$	8,7%
Exploitation et entretien du matériel	8 361	11 588	(3 227)	(27,8%)	29 635	35 233	(5 598)	(15,9%)
Soutien des programmes et services généraux	19 214	19 137	77	0,4%	57 990	56 701	1 289	2,3%
Amortissement	13 942	13 343	599	4,5%	41 334	41 397	(63)	(0,2%)
Total des charges	152 025 \$	146 726 \$	5 299 \$	3,6%	456 329 \$	434 462 \$	21 867 \$	5,0%
Total des autres charges	1 066	232	834	359,5%	1 600	419	1 181	281,9%
Performance financière avant les revenus et le financement public	153 091 \$	146 958 \$	6 133 \$	4,2%	457 929 \$	434 881 \$	23 048 \$	5,3%
Revenus	1 630 \$	484 \$	1 146 \$	236,8%	3 060 \$	734 \$	2 326 \$	316,9%
Financement public								
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	135 279 \$	131 687 \$	3 592 \$	2,7%	405 843 \$	387 249 \$	18 594 \$	4,8%
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	13 986	13 350	636	4,8%	41 792	41 611	181	0,4%
Total du financement public	149 265 \$	145 037 \$	4 228 \$	2,9%	447 635 \$	428 860 \$	18 775 \$	4,4%
Performance financière	(2 196) \$	(1 437) \$	(759) \$	52,8%	(7 234) \$	(5 287) \$	(1 947) \$	36,8%
Autres éléments du résultat global	(6 115) \$	- \$	(6 115) \$	-	(2 907) \$	- \$	(2 907) \$	-
Résultat global total	(8 311) \$	(1 437) \$	(6 874) \$	478,4%	(10 141) \$	(5 287) \$	(4 854) \$	91,8%

¹ Les charges d'exploitation sont présentées par activité de programme dans l'état intermédiaire résumé du résultat global, alors qu'elles sont présentées par type de charge dans le tableau ci-haut, conformément à la note complémentaire 10 des états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015.

Services de contrôle et autres coûts connexes

Les charges relatives aux services de contrôle et autres coûts connexes ont augmenté de 7 850 \$ (7,6 %) et de 26 239 \$ (8,7 %), pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2014. Les augmentations pour le trimestre et la période de neuf mois s'expliquent principalement par le nombre plus élevé d'heures de contrôle achetées, jumelé à l'augmentation annuelle du taux de facturation stipulé aux contrats des fournisseurs de services de contrôle.

L'augmentation du nombre d'heures de contrôle achetées est principalement attribuable au contrôle des véhicules qui pénètrent dans les zones réglementées des aéroports aux aéroports canadiens présentant des risques plus élevés, qui a débuté en novembre 2014 dans le cadre du programme de CNP amélioré. L'augmentation est également attribuable à la croissance du nombre de passagers alors que l'ACSTA s'efforce d'atteindre son objectif en matière de niveaux de service relatifs aux temps d'attente aux huit aéroports les plus occupés du Canada. Le reste de l'augmentation découle de l'achat d'heures supplémentaires dans le cadre de l'entente avec l'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto concernant la mise à l'essai de l'achat de services de contrôle supplémentaires, ainsi que du soutien de la transition des systèmes de CBE de certains aéroports à des systèmes à trois niveaux.

Exploitation et entretien du matériel

Les coûts d'exploitation et d'entretien du matériel ont diminué de 3 227 \$ (27,8 %) et de 5 598 \$ (15,9 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2014. Les diminutions pour le trimestre et la période de neuf mois s'expliquent principalement par la résiliation des ententes de financement pour l'entretien des convoyeurs et les services de soutien connexes aux huit aéroports les plus occupés du Canada, laquelle est entrée en vigueur le 1^{er} octobre 2015 dans le cadre de l'examen opérationnel stratégique. La diminution est également attribuable à l'utilisation réduite des pièces de rechange et au transfert à l'interne de l'entretien du matériel du SSCE. La diminution a été en partie compensée par les coûts plus élevés des contrats d'entretien du matériel libellés en dollars américains, compte tenu de l'affaiblissement du dollar canadien comparativement à l'exercice précédent.

La diminution pour la période de neuf mois est également attribuable à la baisse des besoins en matière de formation pour les fournisseurs d'entretien du matériel à l'égard du plan de déploiement des immobilisations de l'ACSTA.

Soutien des programmes et services généraux

Les charges relatives au soutien des programmes et des services généraux ont augmenté de 77 \$ (0,4 %) et de 1 289 \$ (2,3 %), pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2014. Les augmentations pour le trimestre et la période de neuf mois s'expliquent surtout par la hausse des coûts au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA. Ceci découle d'une diminution de 75 points de base du taux d'actualisation, d'un exercice à l'autre, utilisé pour déterminer le coût actuel des services rendus. L'augmentation est partiellement compensée par un nombre inférieur de postes pourvus.

L'augmentation pour la période de neuf mois est également attribuable aux indemnités de licenciement des effectifs qui ont été versées dans le cadre des réductions d'effectifs de l'examen opérationnel stratégique partiellement compensées par une réduction des autres frais administratifs.

Total des autres charges

Le total des autres charges a augmenté de 834 \$ (359,5 %) et de 1 181 \$ (281,9 %) pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2014. Les augmentations pour le trimestre et la période de neuf mois sont principalement attribuables à la hausse des pertes de change et à la des pertes sur la sortie d'immobilisations.

L'augmentation la période de neuf mois est également attribuable à la hausse des pertes de valeur d'immobilisations corporelles qui ne sont plus utilisées, partiellement compensée par une diminution de radiations d'immobilisations incorporelles.

Revenus

Les revenus ont augmenté de 1 146 \$ (236,8 %) et de 2 326 \$ (316,9 %) pour le trimestre clos le 31 décembre 2015, respectivement, comparativement aux périodes correspondantes de 2014. Les augmentations pour le trimestre et la période de neuf mois sont principalement attribuables aux revenus tirés de l'entente avec l'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto concernant la mise à l'essai de l'achat de services de contrôle supplémentaires, laquelle est entrée en vigueur en octobre 2014.

Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation

Le montant des crédits parlementaires pour les charges d'exploitation a augmenté de 3 592 \$ (2,7 %) et de 18 594 \$ (4,8 %), pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015, comparativement aux périodes correspondantes de 2014. Les augmentations pour le trimestre et la période de neuf mois sont principalement attribuables aux dépenses plus élevées au titre des services de contrôle et autres coûts connexes, partiellement compensées par une diminution des charges au titre de l'exploitation et l'entretien du matériel décrites plus haut.

Autres éléments du résultat global

Les autres éléments du résultat global comprennent les réévaluations trimestrielles sans effet sur la trésorerie en raison des modifications aux hypothèses actuarielles et du rendement des actifs des régimes de retraite. Les autres éléments du résultat global ont diminué de 6 115 \$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2015, comparativement à la période correspondante de 2014. La diminution est attribuable à une perte sur réévaluation au titre des prestations définies à la suite d'une baisse de 0,25 % du taux d'actualisation depuis le 30 septembre 2015. Cette augmentation a partiellement été compensée par un gain sur réévaluation découlant du taux de rendement des actifs des régimes de retraite plus élevé que celui qu'utilisait l'ACSTA dans ses hypothèses.

Les autres éléments du résultat global ont diminué de 2 907 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2015, comparativement à la période correspondante de 2014. La diminution est attribuable à une perte sur réévaluation résultant du taux de rendement des actifs des régimes de retraite plus bas que celui qu'utilisait l'ACSTA dans ses hypothèses. Cette augmentation a partiellement été compensée par un gain sur réévaluation au titre des prestations définies à la suite d'une augmentation de 0,25 % du taux d'actualisation depuis le 31 mars 2015.

Pour obtenir plus de renseignements, se reporter à la note complémentaire 9 des états financiers intermédiaires résumés.

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

La présente section décrit les principaux écarts observés à l'état intermédiaire résumé de la situation financière au 31 décembre 2015 comparativement au 31 mars 2015.

Points saillants financiers – État intermédiaire résumé de la situation financière	31 décembre 2015	31 mars 2015		
(en milliers de dollars canadiens)	(non audités)	(audités)	Écart en \$	Écart en %
Actifs courants	127 930 \$	123 123 \$	4 807 \$	3,9%
Actifs non courants	347 903	326 723	21 180	6,5%
Total des actifs	475 833 \$	449 846 \$	25 987 \$	5,8%
Passifs courants	128 086 \$	121 623 \$	6 463 \$	5,3%
Passifs non courants	366 776	337 111	29 665	8,8%
Total des passifs	494 862 \$	458 734 \$	36 128 \$	7,9%

Actifs

Les actifs courants ont augmenté de 4 807 \$ (3,9 %) principalement pour les raisons suivantes :

- Une augmentation de 11 264 \$ de la trésorerie principalement attribuable au moment auquel les décaissements ont été effectués à titre de paiement des fournisseurs pour la fourniture de biens et de services;
- Une diminution de 3 776 \$ des clients et autres débiteurs principalement attribuable à une diminution des crédits parlementaires à recevoir, compensée par une augmentation des taxes de consommation à recevoir et des services de contrôle supplémentaires à recevoir;
- Une diminution de 1 399 \$ des charges payées d'avance attribuable à l'amortissement des primes d'assurance annuelles et des charges liées aux services d'entretien et de soutien annuels;
- Une diminution de 1 282 \$ des stocks principalement attribuable à une utilisation excédant les achats d'uniformes, de CIZR et de pièces de rechange.

Les actifs non courants ont augmenté de 21 180 \$ (6,5 %) principalement pour les raisons suivantes :

- Une augmentation de 29 074 \$ des immobilisations corporelles et incorporelles principalement attribuable à l'acquisition et l'installation d'immobilisations corporelles et incorporelles d'une valeur de 70 908 \$, partiellement compensée par un amortissement de 41 334 \$;
- Une diminution de 7 894 \$ des avantages du personnel (composés du régime de retraite enregistré et du régime de retraite supplémentaire, tous deux étant en position d'actifs nets) en raison de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de l'ACSTA au montant de 4 060 \$, tel que décrit plus haut dans l'analyse des résultats financiers des autres éléments du résultat global, et des coûts de services rendus supplémentaires sans effet sur la trésorerie de 3 834 \$.

Passifs

Les passifs courants ont augmenté de 6 463 \$ (5,3 %) principalement pour les raisons suivantes :

- Une augmentation de 9 479 \$ des fournisseurs et autres créiteurs en raison du moment où les décaissements ont été effectués en lien avec les obligations non réglées auprès des fournisseurs;
- Une diminution de 2 681 \$ du financement public différé lié aux charges d'exploitation en raison de la réduction des soldes des stocks et des charges payées d'avance.

Les passifs non courants ont augmenté de 29 665 \$ (8,8 %) principalement pour les raisons suivantes :

- Une augmentation de 29 074 \$ du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations en raison de crédits parlementaires utilisés de 70 866 \$ dépassant l'amortissement de 41 792 \$;
- Une augmentation de 796 \$ des avantages du personnel liée à l'autre régime à prestations définies de l'ACSTA en raison des coûts des services rendus supplémentaires sans effet sur la trésorerie de 1 949 \$, partiellement compensée par la réévaluation de l'autre régime à prestations définies de l'ACSTA au montant de 1 153 \$, tel que décrit plus haut dans l'analyse des résultats financiers des autres éléments du résultat global.

PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR RAPPORT AU PLAN D'ENTREPRISE

Le *Résumé du plan d'entreprise de 2015-2016 à 2019-2020* de l'ACSTA n'avait pas encore été déposé au Parlement au moment de publier le présent rapport. Tant que le résumé du plan ne sera pas déposé au Parlement et rendu public, l'ACSTA ne sera pas en mesure de présenter une analyse des écarts significatifs entre ses résultats financiers et ceux prévus dans son *Résumé du plan d'entreprise de 2015-2016 à 2019-2020*.

CRÉDITS PARLEMENTAIRES UTILISÉS

Les activités de l'ACSTA sont financées principalement grâce aux crédits parlementaires versés par le gouvernement du Canada. Le montant des crédits parlementaires utilisés est comptabilisé selon la méthode de comptabilité d'exercice dite « de caisse modifiée ». Le tableau ci-après permet donc d'effectuer un rapprochement de la performance financière comptabilisée selon les IFRS et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation :

Rapprochement de la performance financière et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois closes les	
	31 décembre		31 décembre	
	2015 (non audités)	2014 (non audités)	2015 (non audités)	2014 (non audités)
Performance financière avant les revenus et le financement public	153 091 \$	146 958 \$	457 929 \$	434 881 \$
Revenus	(1 630)	(484)	(3 060)	(734)
Performance financière avant le financement public	151 461	146 474	454 869	434 147
Charges sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	(13 942)	(13 343)	(41 334)	(41 397)
Charges au titre des avantages du personnel ¹	(1 776)	(1 167)	(6 145)	(4 311)
Frais relatifs aux employés à payer ²	(488)	(333)	(1 294)	(1 163)
Perte de valeur d'immobilisations corporelles	-	-	(292)	-
Perte sur immobilisations corporelles	(32)	(6)	(141)	(54)
Charges au titre des pièces de rechange provenant des immobilisations ³	(12)	(1)	(25)	(12)
Avantages incitatifs à la location différés ⁴	68	63	205	187
Radiation d'immobilisations incorporelles	-	-	-	(148)
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation	135 279 \$	131 687 \$	405 843 \$	387 249 \$
Autres éléments affectant le financement				
Variation nette des charges payées d'avance et des stocks ⁵	173	(626)	(2 681)	(3 591)
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation	135 452 \$	131 061 \$	403 162 \$	383 658 \$

¹ Les avantages du personnel sont comptabilisés dans l'état intermédiaire résumé du résultat global conformément aux IFRS. L'élément de rapprochement ci-dessus représente la différence entre les décaissements au titre des avantages du personnel et la charge comptable selon les IFRS.

² Les frais relatifs aux employés à payer sont des charges comptables qui se composent des sommes engagées au titre de la rémunération variable et des indemnités de vacances constituées au 31 décembre 2015. Ces frais sont financés avec les crédits parlementaires à la fin de l'exercice, ce qui crée un élément de rapprochement lors des périodes intermédiaires.

³ Les charges au titre des pièces de rechange provenant des immobilisations se composent d'éléments qui ont été financés grâce à des crédits parlementaires liés aux dépenses en immobilisations au cours des exercices antérieurs, mais qui ont été utilisés et passés en charges comme pièces de rechange au cours de l'exercice considéré, ce qui a créé un élément de rapprochement.

⁴ Les avantages incitatifs à la location différés constituent une charge comptable sans effet sur la trésorerie qui sert à comptabiliser les avantages découlant des contrats de location dont les modalités sont favorables, y compris les réductions significatives du loyer et l'utilisation gratuite de parties communes. Les frais de location sont financés avec les crédits au fur et à mesure des décaissements, ce qui donne lieu à un élément de rapprochement.

⁵ Les charges payées d'avance et les stocks sont passés en charges au fur et à mesure qu'un avantage lié à l'actif est obtenu par l'ACSTA. Ils sont financés au moyen des crédits lors de leur achat, ce qui crée un élément de rapprochement.

Le tableau ci-après présente un rapprochement des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations et des acquisitions d'immobilisations présentées selon les IFRS :

Rapprochement des acquisitions d'immobilisations et des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations (en milliers de dollars canadiens)	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
	(non audités)	(non audités)	(non audités)	(non audités)
Matériel lié aux systèmes de détection d'explosifs	38 801 \$	19 233 \$	68 062 \$	41 109 \$
Matériel non lié aux systèmes de détection d'explosifs	1 731	2 464	2 846	2 840
Total des acquisitions d'immobilisations	40 532 \$	21 697 \$	70 908 \$	43 949 \$
Produits de la sortie d'immobilisations ¹	(36)	-	(42)	(23)
Total des crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations	40 496 \$	21 697 \$	70 866 \$	43 926 \$

¹ Les produits de la sortie d'immobilisations sont composés de produits non monétaires reçus sous forme de notes de crédit de fournisseurs.

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers intermédiaires résumés exempts d'anomalies significatives. La direction est également chargée de veiller à ce que toutes les autres informations présentées dans le présent rapport financier trimestriel concordent, le cas échéant, avec celles contenues dans les états financiers intermédiaires résumés.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de l'ACSTA aux dates de clôture présentées dans les états financiers intermédiaires résumés et pour les périodes closes à ces dates.



Angus Watt
Président et chef de la direction
Ottawa, Canada

24 février 2016



Andie Andreou, CPA, CA
Vice-présidente et chef des services
financiers
Ottawa, Canada

24 février 2016

États financiers intermédiaires résumés

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014

(non audités)

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé de la situation financière
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	31 décembre 2015	31 mars 2015
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie	19 245 \$	7 981 \$
Clients et autres débiteurs (note 3)	90 521	94 297
Stocks (note 4)	16 698	17 980
Charges payées d'avance	1 466	2 865
	127 930	123 123
Actifs non courants		
Avantages du personnel (note 9)	4 261	12 155
Immobilisations corporelles (note 5)	337 927	311 784
Immobilisations incorporelles (note 6)	5 715	2 784
	347 903	326 723
	475 833 \$	449 846 \$
Passifs et capitaux propres		
Passifs courants		
Fournisseurs et autres créditeurs (note 12)	109 922 \$	100 443 \$
Provisions (note 7)	-	335
Financement public différé lié aux charges d'exploitation (note 8)	18 164	20 845
	128 086	121 623
Passifs non courants		
Avantages incitatifs à la location différés	593	798
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	343 642	314 568
Avantages du personnel (note 9)	22 541	21 745
	366 776	337 111
Capitaux propres		
Déficit accumulé	(19 029)	(8 888)
	475 833 \$	449 846 \$

Accords contractuels (note 13) et éventualités (note 7)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé du résultat global
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Charges				
Contrôle préembarquement	83 986 \$	80 656 \$	250 377 \$	240 311 \$
Contrôle des bagages enregistrés	35 004	35 212	108 625	106 619
Contrôle des non-passagers	22 105	19 026	64 505	52 591
Programme de carte d'identité pour les zones réglementées	742	740	2 097	2 455
Services généraux	10 188	11 092	30 725	32 486
Total des charges (note 10)	152 025	146 726	456 329	434 462
Autres charges				
Perte de change	1 034	226	1 165	216
Perte de valeur d'immobilisations corporelles (note 5)	-	-	292	-
Perte sur immobilisations corporelles (note 5)	32	6	141	54
Charges financières	-	-	2	1
Radiation d'immobilisations incorporelles (note 6)	-	-	-	148
Total des autres charges	1 066	232	1 600	419
Performance financière avant les revenus et le financement public	153 091	146 958	457 929	434 881
Revenus				
Services de contrôle supplémentaires	1 506	384	2 576	384
Produits financiers	87	100	303	350
Revenus divers	37	-	181	-
Total des revenus	1 630	484	3 060	734
Financement public				
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation (note 8)	135 279	131 687	405 843	387 249
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	13 986	13 350	41 792	41 611
Total du financement public	149 265	145 037	447 635	428 860
Performance financière	(2 196) \$	(1 437) \$	(7 234) \$	(5 287) \$
Autres éléments du résultat global				
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière				
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	(6 115)	-	(2 907)	-
Résultat global total	(8 311) \$	(1 437) \$	(10 141) \$	(5 287) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

État intermédiaire résumé des variations des capitaux propres
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le 31 décembre :

	Déficit accumulé
Solde au 30 septembre 2015	(10 718) \$
Performance financière	(2 196)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	(6 115)
Solde au 31 décembre 2015	(19 029) \$
Solde au 30 septembre 2014	(12 980) \$
Performance financière	(1 437)
Solde au 31 décembre 2014	(14 417) \$

Pour les périodes de neuf mois closes le 31 décembre :

	Déficit accumulé
Solde au 31 mars 2015	(8 888) \$
Performance financière	(7 234)
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement dans la performance financière	
Réévaluation des régimes à prestations définies (note 9)	(2 907)
Solde au 31 décembre 2015	(19 029) \$
Solde au 31 mars 2014	(9 130) \$
Performance financière	(5 287)
Solde au 31 décembre 2014	(14 417) \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Tableau intermédiaire résumé des flux de trésorerie
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Flux de trésorerie liés aux :				
Activités d'exploitation				
Performance financière	(2 196) \$	(1 437) \$	(7 234) \$	(5 287) \$
Éléments sans effet de trésorerie				
Amortissement d'immobilisations corporelles (notes 5 et 10)	13 577	12 599	40 110	38 969
Augmentation du passif net au titre des avantages du personnel (note 15)	1 444	1 167	5 783	4 311
Amortissement d'immobilisations incorporelles (notes 6 et 10)	365	744	1 224	2 428
Perte de valeur d'immobilisations corporelles (note 5)	-	-	292	-
Perte sur immobilisations corporelles (note 5)	32	6	141	54
Autres transactions sans effet de trésorerie (note 15)	12	1	25	12
Radiation d'immobilisations incorporelles (note 6)	-	-	-	148
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations (note 8)	(13 986)	(13 350)	(41 792)	(41 611)
Diminution des avantages incitatifs à la location différés	(68)	(63)	(205)	(187)
Variation nette des soldes hors trésorerie du fonds de roulement (note 15)	(2 802)	(17 735)	(6 071)	(7 811)
	(3 622)	(18 068)	(7 727)	(8 974)
Activités d'investissement				
Crédits parlementaires reçus pour le financement d'immobilisations	47 000	30 000	81 800	82 239
Acquisition d'immobilisations corporelles	(25 558)	(8 028)	(58 654)	(71 390)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	(4 143)	(65)	(4 155)	(98)
	17 299	21 907	18 991	10 751
Augmentation de la trésorerie	13 677	3 839	11 264	1 777
Trésorerie à l'ouverture de la période	5 568	4 129	7 981	6 191
Trésorerie à la clôture de la période	19 245 \$	7 968 \$	19 245 \$	7 968 \$

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers intermédiaires résumés.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

1. Renseignements sur l'organisation

L'ACSTA est une société d'État visée par la partie I de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et est un mandataire de Sa Majesté du chef du Canada. L'ACSTA est chargée d'assurer la sûreté d'aspects précis du système de transport aérien, du contrôle des passagers et des bagages au contrôle des employés des aéroports.

L'ACSTA est financée par des crédits parlementaires et rend compte au Parlement par l'entremise du ministre des Transports. Avec le soutien de Transports Canada, l'ACSTA a conclu une entente avec l'Autorité aéroportuaire du Grand Toronto concernant la mise à l'essai de l'achat de services de contrôle supplémentaires, laquelle est entrée en vigueur le 5 octobre 2014.

Le Conseil d'administration a autorisé la publication des présents états financiers intermédiaires résumés le 24 février 2016.

2. Résumé des principales méthodes comptables

(a) Base d'établissement

Les états financiers intermédiaires résumés ont été établis conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34).

L'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que la plupart des sociétés d'État mères préparent et publient des rapports financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas été audités ni examinés par l'auditeur externe de l'ACSTA.

Tel qu'autorisé par l'IAS 34, les présents états financiers intermédiaires sont présentés de façon résumée et, par conséquent, ne renferment pas toutes les informations qui doivent être fournies pour être conformes, dans tous les aspects significatifs, aux dispositions des IFRS relatives aux informations à fournir applicables aux états financiers annuels. Les présents états financiers intermédiaires résumés ont pour but de fournir une mise à jour sur la dernière série complète d'états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2015. Par conséquent, ils devraient être lus conjointement avec les états financiers annuels audités pour l'exercice clos le 31 mars 2015.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

Les principales méthodes comptables utilisées dans les présents états financiers intermédiaires résumés sont décrites à la note 3 des états financiers annuels audités de l'ACSTA pour l'exercice clos le 31 mars 2015, sauf pour l'adoption de normes nouvelles et modifiées à compter du 1^{er} avril 2015, qui est décrite à la note 2(b) ci-après, et la politique sur les revenus liés aux services de contrôle supplémentaires.

Revenus

Les revenus des services de contrôle supplémentaires sont comptabilisés en performance financière lorsque les services de contrôle sont fournis, que l'ACSTA n'a plus d'obligations découlant de ces services, et que le montant des revenus peut être évalué avec fiabilité et qu'il est probable que des avantages économiques futurs iront à l'ACSTA. Les revenus sont comptabilisés à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir.

Les débiteurs s'y rattachant sont reclassés dans la catégorie des prêts et créances. Ils sont comptabilisés initialement à la juste valeur et sont subséquemment évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

(b) Changement de présentation

À compter du 1^{er} avril 2015, l'ACSTA a changé la présentation de ses revenus des services de contrôle supplémentaires de l'état du résultat global, ainsi que celle des débiteurs s'y rattachant à la note 3. Ce changement a été apporté pour présenter séparément les revenus comptabilisés à la suite de l'achat de services de contrôle supplémentaires puisqu'ils sont devenus significatifs au courant de l'exercice financier actuel. Ce changement assure également une plus grande transparence par rapport aux sources de revenu pour l'ACSTA. Les revenus des services de contrôle supplémentaires de 384 \$ pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2014 ont été reclassés de revenus divers à revenus des services de contrôle supplémentaires dans l'état intermédiaire résumé du résultat global. Les débiteurs s'y rattachant de 301 \$ au 31 mars 2015 qui ont été présentés auparavant comme autres à la note 3 ont été reclassés comme services de contrôle supplémentaires.

(c) Adoption de Normes internationales d'information financière nouvelles et modifiées

L'ACSTA a adopté les modifications et améliorations annuelles publiées par le Conseil des normes comptables internationales (CNCI) décrites ci-après à compter du 1^{er} avril 2015. L'adoption des modifications et des améliorations annuelles n'a eu aucune incidence sur les états financiers intermédiaires résumés au et pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2015.

- (i) *Régimes à prestations définies : Cotisations des membres du personnel (modifications d'IAS 19)*

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

L'IAS 19 a été modifiée en novembre 2013 afin d'apporter des précisions quant à la manière dont les cotisations versées par les employés liées aux services rendus devraient être rattachées aux périodes de service. Ces modifications doivent être appliquées rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014.

(ii) *Améliorations annuelles des IFRS : cycle 2010-2012 et cycle 2011-2013*

Les améliorations annuelles apportées aux IFRS pour les cycles 2010-2012 et 2011-2013 ont été publiées en décembre 2013. Ces améliorations comprennent la modification de plusieurs IFRS et devaient être appliquées rétrospectivement aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2014.

3. Clients et autres débiteurs

Les clients et autres débiteurs sont composés des éléments suivants :

	31 décembre 2015	31 mars 2015
Crédits parlementaires	68 027 \$	77 634 \$
TPS et TVH à recouvrer	18 516	14 438
TVP à recouvrer	2 256	1 922
Services de contrôle supplémentaires	1 573	301
Autres	149	2
	90 521 \$	94 297 \$

4. Stocks

Les stocks sont composés des éléments suivants :

	31 décembre 2015	31 mars 2015
Pièces de rechange	16 264 \$	16 407 \$
CIZR	320	855
Uniformes	114	718
	16 698 \$	17 980 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

5. Immobilisations corporelles

Le rapprochement des immobilisations corporelles se présente comme suit :

	Matériel de CPE	Matériel de CBE	Matériel de CNP	Matériel pour l'utilisa- tion de la CIZR	Ordinateurs, logiciels intégrés et matériel électronique	Mobilier et matériel de bureau	Améliorations locatives	Travaux en cours	Total
Coût									
Solde au									
31 mars 2015	124 747 \$	656 986 \$	9 548 \$	4 387 \$	25 811 \$	95 \$	10 221 \$	112 217 \$	944 012 \$
Entrées	11	18 723	4	494	350	-	64	47 107	66 753
Sorties	(2 672)	(40 313)	(114)	(11)	(128)	-	-	(21)	(43 259)
Radiations	(52)	(4 796)	-	(741)	(256)	-	-	(12)	(5 857)
Pertes de valeur	(159)	(94)	-	-	(855)	-	-	-	(1 108)
Reclassements	(3 725)	70 886	5 644	1 199	307	-	-	(74 311)	-
Solde au									
31 décembre 2015	118 150 \$	701 392 \$	15 082 \$	5 328 \$	25 229 \$	95 \$	10 285 \$	84 980 \$	960 541 \$
Amortissement cumulé									
Solde au									
31 mars 2015	70 966 \$	523 774 \$	3 659 \$	3 582 \$	21 150 \$	95 \$	9 002 \$	- \$	632 228 \$
Amortissement	6 752	29 767	1 538	488	1 229	-	336	-	40 110
Sorties	(2 601)	(40 252)	(114)	(11)	(128)	-	-	-	(43 106)
Radiations	(49)	(4 772)	-	(741)	(240)	-	-	-	(5 802)
Pertes de valeur	(99)	(44)	-	-	(673)	-	-	-	(816)
Reclassements	(2 831)	-	2 831	-	-	-	-	-	-
Solde au									
31 décembre 2015	72 138 \$	508 473 \$	7 914 \$	3 318 \$	21 338 \$	95 \$	9 338 \$	- \$	622 614 \$
Valeurs comptables									
Au 31 mars 2015	53 781 \$	133 212 \$	5 889 \$	805 \$	4 661 \$	- \$	1 219 \$	112 217 \$	311 784 \$
Au 31 décembre 2015	46 012 \$	192 919 \$	7 168 \$	2 010 \$	3 891 \$	- \$	947 \$	84 980 \$	337 927 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

6. Immobilisations incorporelles

Le rapprochement des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

	Logiciels acquis à l'extérieur	Logiciels créés à l'interne	En développement	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2015	3 807 \$	18 840 \$	- \$	22 647 \$
Entrées	16	-	4 139	4 155
Radiations	(150)	-	-	(150)
Solde au 31 décembre 2015	3 673 \$	18 840 \$	4 139 \$	26 652 \$
Amortissement cumulé				
Solde au 31 mars 2015	3 000 \$	16 863 \$	- \$	19 863 \$
Amortissement	331	893	-	1 224
Radiations	(150)	-	-	(150)
Solde au 31 décembre 2015	3 181 \$	17 756 \$	- \$	20 937 \$
Valeurs comptables				
Au 31 mars 2015	807 \$	1 977 \$	- \$	2 784 \$
Au 31 décembre 2015	492 \$	1 084 \$	4 139 \$	5 715 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non audités)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

7. Provisions et éventualités

(a) Provisions

La direction comptabilise des provisions pour des litiges l'opposant à des tiers demandant le paiement de contreparties monétaires lorsque l'ACSTA a une obligation actuelle, juridique ou implicite, résultant d'un événement passé, dont le montant peut être estimé de manière fiable et qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques soit nécessaire pour éteindre l'obligation. La provision comptabilisée au 31 mars 2015 a été établie par la direction en raison d'un différend d'ordre juridique avec un tiers. Le montant a été fixé en tenant compte des évaluations juridiques et des renseignements disponibles à ce moment. Il a été classé comme courant et les flux de trésorerie futurs prévus n'ont pas été actualisés puisqu'on prévoyait que la période des sorties de trésorerie associée au litige aurait lieu dans les 12 mois suivants. En septembre 2015, un règlement de 90 \$ a été accordé dans le cadre du litige et le reste des fonds de la provision ont été libérés. Aucune autre provision n'a été comptabilisée pour le trimestre clos le 31 décembre 2015.

(b) Éventualités

Les passifs éventuels de l'ACSTA comprennent les litiges et poursuites judiciaires, ainsi que les coûts de démantèlement pour lesquels aucune provision n'a été comptabilisée.

(i) Litiges et poursuites judiciaires

Les litiges font l'objet de nombreuses incertitudes et le résultat des cas individuels n'est pas toujours prévisible. Les litiges dont le résultat ou la sortie de fonds potentielle sont incertains ou ne peuvent être évalués avec fiabilité ne sont pas comptabilisés dans les états financiers de l'ACSTA.

Au 31 décembre 2015, il y avait un important litige contre l'ACSTA en suspens pour lequel aucune provision n'avait été comptabilisée. Se reporter à la note 18(a) des états financiers annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2015 pour une description de ce litige. Il n'y a eu aucun changement significatif à ce litige durant le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015.

(ii) Coûts de démantèlement

Il n'y a eu aucun changement significatif concernant les éventualités relatives aux coûts de démantèlement durant le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015. Se reporter à la note 18(b) des états financiers annuels audités de l'exercice clos le 31 mars 2015 pour une description des coûts de démantèlement de l'ACSTA.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

8. Financement public différé

Le rapprochement du passif au titre du financement public différé se présente comme suit :

	31 décembre 2015	31 mars 2015
Financement public différé lié aux charges d'exploitation		
Solde à l'ouverture de la période	20 845 \$	19 953 \$
Charges d'exploitation financées par les crédits parlementaires	403 162	543 834
Crédits parlementaires pour les charges d'exploitation comptabilisés	(405 843)	(542 942)
Solde à la clôture de la période	18 164 \$	20 845 \$
Financement public différé lié aux dépenses en immobilisations		
Solde à l'ouverture de la période	314 568 \$	292 797 \$
Dépenses en immobilisations financées par les crédits parlementaires	70 866	76 800
Amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations	(41 792)	(55 029)
Solde à la clôture de la période	343 642 \$	314 568 \$
Total du financement public différé à la clôture de la période	361 806 \$	335 413 \$

Se reporter à la note 11 pour plus d'information au sujet du financement public.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

9. Avantages du personnel

(a) Actif et passif au titre des avantages du personnel

Le rapprochement entre des régimes à prestations définies et l'actif et le passif au titre des avantages du personnel présenté dans l'état intermédiaire résumé de la situation financière se présente comme suit :

	31 décembre 2015	31 mars 2015
Actif au titre des avantages du personnel		
Régime de retraite enregistré (RRE)	2 663 \$	10 585 \$
Régime de retraite supplémentaire (RRS)	1 598	1 570
	4 261	12 155
Passif au titre des avantages du personnel		
Autre régime à prestations définies (ARPD)	(22 541)	(21 745)
	(22 541)	(21 745)
Avantages du personnel — passif net	(18 280) \$	(9 590) \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

(b) Coûts des avantages du personnel

Les composantes des coûts des avantages du personnel se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Coût des prestations définies comptabilisés en performance financière								
Coût des services rendus au cours de la période	2 658 \$	2 079 \$	38 \$	50 \$	460 \$	351 \$	3 156 \$	2 480 \$
Frais administratifs	77	78	3	5	-	-	80	83
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	1 645	1 454	44	47	235	207	1 924	1 708
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(1 685)	(1 489)	(60)	(63)	-	-	(1 745)	(1 552)
Coût des prestations définies	2 695 \$	2 122 \$	25 \$	39 \$	695 \$	558 \$	3 415 \$	2 719 \$
Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisés dans les autres éléments du résultat global								
Rendement des actifs des régimes, en excluant les produits d'intérêts	2 443 \$	- \$	265 \$	- \$	- \$	- \$	2 708 \$	- \$
Pertes actuarielles découlant de changements dans les hypothèses financières	(7 477)	-	(193)	-	(1 153)	-	(8 823)	-
Réévaluation des régimes à prestations définies	(5 034)\$	- \$	72 \$	- \$	(1 153)\$	- \$	(6 115)\$	- \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

Les composantes des coûts des avantages du personnel se présentent comme suit :

	Périodes de neuf mois closes les 31 décembre							
	RRE		RRS		ARPD		Total	
	2015	2014	2015	2014	2015	2014	2015	2014
Coût des prestations définies comptabilisés en performance financière								
Coût des services rendus au cours de la période	7 972 \$	6 236 \$	114 \$	148 \$	1 382 \$	1 053 \$	9 468 \$	7 437 \$
Frais administratifs	231	234	11	15	-	-	242	249
Charges d'intérêts sur les passifs au titre des prestations définies	4 933	4 364	134	141	705	620	5 772	5 125
Produits d'intérêts sur les actifs des régimes	(5 053)	(4 467)	(180)	(189)	-	-	(5 233)	(4 656)
Coût des prestations définies	8 083 \$	6 367 \$	79 \$	115 \$	2 087 \$	1 673 \$	10 249 \$	8 155 \$
Réévaluation des régimes à prestations définies comptabilisés dans les autres éléments du résultat global								
Rendement des actifs des régimes, en excluant les produits d'intérêts	(11 617)\$	- \$	(113)\$	- \$	- \$	- \$	(11 730)\$	- \$
Gains actuariels découlant de changements dans les hypothèses financières	7 478	-	192	-	1 153	-	8 823	-
Réévaluation des régimes à prestations définies	(4 139)\$	- \$	79 \$	- \$	1 153 \$	- \$	(2 907)\$	- \$

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015, l'ACSTA a comptabilisé une charge de 48 \$ (15 \$ en 2014) et 93 \$ (43 \$ en 2014), respectivement, relativement au volet de cotisations définies du RRE.

(c) Principales hypothèses actuarielles

Les hypothèses relatives aux régimes de retraite à prestations définies sont examinées et modifiées au besoin à chaque période d'établissement de rapports. Cela comprend habituellement l'ajustement des taux d'actualisation tout au long des périodes d'établissement de rapports, ainsi que l'ajustement du taux de rendement réel des actifs du régime à la hausse ou à la baisse du taux qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2015, les autres éléments du résultat global s'établissaient à 6 115 \$ en raison d'une perte sur réévaluation du passif au titre des prestations définies à la suite d'une baisse de 25 points de base du taux d'actualisation (soit de 4,50 % au 30 septembre 2015 à 4,25 % au 31 décembre 2015). Cette perte a été compensée en partie par un taux de rendement réel des actifs des régimes supérieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses (taux de rendement supérieur de 2,19 % pour le RRE, et de 3,03 % pour le RRS).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2015, les autres éléments du résultat global s'établissaient à 2 907 \$ en raison d'un taux de rendement réel des actifs des régimes inférieur à celui qu'a utilisé l'ACSTA dans ses hypothèses (taux de rendement inférieur de 7,35 % pour le RRE, et de 1,95 % pour le RRS). Cette perte a été compensée en partie par un gain sur réévaluation en raison de la réévaluation du passif au titre des prestations définies à la suite d'une augmentation de 25 points de base du taux d'actualisation (soit de 4,00 % au 31 mars 2015 à 4,25 % au 31 décembre 2015).

(d) Cotisations de l'employeur

Les cotisations de l'employeur versées aux régimes à prestations définies pour les trimestres et les périodes de neuf mois closes les 31 décembre se présentent comme suit :

	Trimestres clos les 31 décembre		Périodes de neuf mois closes les 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Cotisations de l'employeur				
RRE	1 904 \$	1 496 \$	4 300 \$	3 700 \$
RRS	21	12	28	13
ARPD	46	44	138	131
	1 971 \$	1 552 \$	4 466 \$	3 844 \$

Le total estimatif des cotisations de l'employeur aux régimes à prestations définies pour l'exercice se terminant le 31 mars 2016 s'établit à 5 700 \$.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

10. Charges

L'état du résultat global présente les charges d'exploitation par activité de programme. Le tableau ci-après présente les charges d'exploitation par type pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Services de contrôle et autres coûts connexes				
Paiements versés aux fournisseurs de services de contrôle	108 851 \$	101 300 \$	323 026 \$	296 546 \$
Uniformes et autres coûts rattachés au contrôle	1 197	913	3 292	3 159
Matériel de détection de traces d'explosifs et biens non durables	460	445	1 052	1 426
	110 508	102 658	327 370	301 131
Exploitation et entretien du matériel				
Entretien du matériel et pièces de rechange	8 199	11 239	28 988	33 455
CIZR	162	121	535	582
Formation et certification	-	228	112	1 196
	8 361	11 588	29 635	35 233
Soutien des programmes et services généraux				
Frais relatifs aux employés	14 244	13 757	43 914	42 383
Contrats de location simple	1 589	1 541	4 777	4 391
Services professionnels et autres coûts liés aux affaires	1 180	1 090	3 091	2 905
Frais de bureau et frais informatiques	997	1 236	2 937	3 281
Autres frais administratifs	979	1 211	2 663	2 982
Communications et sensibilisation du public	225	302	608	759
	19 214	19 137	57 990	56 701
Amortissement				
Amortissement des immobilisations corporelles	13 577	12 599	40 110	38 969
Amortissement des immobilisations incorporelles	365	744	1 224	2 428
	13 942	13 343	41 334	41 397
	152 025 \$	146 726 \$	456 329 \$	434 462 \$

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

Les autres coûts liés aux affaires comprennent les frais de déplacement, les coûts et frais liés aux conférences et aux réunions, et les divers droits d'adhésion et frais d'association. Les autres frais administratifs englobent les coûts d'assurance, de réseau et de téléphonie et l'entretien des installations.

11. Financement public

Puisque le *Résumé du plan d'entreprise 2015-2016 à 2019-2020* de l'ACSTA n'a pas encore été déposé devant le Parlement, il n'est pas encore possible de publier le montant total des crédits parlementaires disponibles pour l'exercice en cours. Par conséquent, le rapprochement entre les crédits parlementaires approuvés et les crédits parlementaires utilisés n'est pas fourni.

Le tableau ci-après présente le rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des charges d'exploitation et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Crédits parlementaires reçus et à recevoir	201 403 \$	191 814 \$	464 312 \$	442 282 \$
Montants reçus et à recevoir liés à l'exercice précédent	(66 710)	(59 597)	(59 834)	(55 438)
Montants à être facturés (différés) aux périodes futures	759	(1 156)	(1 316)	(3 186)
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des charges d'exploitation	135 452 \$	131 061 \$	403 162 \$	383 658 \$

Le tableau ci-après présente un rapprochement des crédits parlementaires reçus et à recevoir pour le financement des dépenses en immobilisations et du montant des crédits utilisés pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Crédits parlementaires reçus et à recevoir	51 865 \$	30 873 \$	98 016 \$	91 851 \$
Montants reçus et à recevoir liés à l'exercice précédent	(13 370)	(11 229)	(17 800)	(41 239)
Montants à être facturés (différés) aux périodes futures	2 001	2 053	(9 350)	(6 686)
Crédits parlementaires utilisés pour le financement des dépenses en immobilisations	40 496 \$	21 697 \$	70 866 \$	43 926 \$

Les crédits parlementaires à être facturés (différés) aux périodes futures découlent du fait que les prévisions de dépenses étaient inférieures (supérieures) aux dépenses en immobilisations et d'exploitation réelles. On prévoit que ces montants seront facturés (utilisés) et comptabilisés au cours du prochain trimestre.

12. Juste valeur et risques découlant des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur de la trésorerie, des débiteurs liés aux services de contrôle supplémentaires et des fournisseurs et autres créditeurs correspond approximativement à la valeur comptable étant donné la nature actuelle de ces instruments.

Facteurs relatifs aux risques financiers

Les activités de l'ACSTA sont assujetties à une variété de risques financiers : le risque de marché, le risque de liquidité et le risque de crédit.

(a) Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations des prix du marché. Le principal risque de marché auquel l'ACSTA est exposée est le risque de change, c'est-à-dire le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations du taux de change. L'ACSTA est exposée au risque de change due aux comptes fournisseurs et autres créditeurs libellés dans une monnaie autre que sa devise fonctionnelle, soit le dollar canadien.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

Le tableau ci-après présente l'exposition globale aux fluctuations du taux de change pour les montants relatifs aux fournisseurs et autres créditeurs, libellés en dollars américains (\$ US) et l'équivalent en dollars canadiens (\$ CA), qui ont été comptabilisés au 31 décembre et au 31 mars 2015.

	\$ US	\$ CA
31 décembre 2015	9 139 \$	12 649 \$
31 mars 2015	3 471 \$	4 396 \$

En supposant que toutes les autres variables demeurent constantes, une dépréciation ou une appréciation de 5 % du dollar américain par rapport au dollar canadien entraînerait une augmentation ou une diminution de la performance financière de 632 \$ (220 \$ au 31 mars 2015).

(b) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque qu'une entité éprouve des difficultés à honorer ses engagements liés à des passifs financiers qui sont à régler par la remise de trésorerie ou d'un autre actif financier. Le risque de liquidité est faible, car l'ACSTA ne possède pas d'instruments de créance à régler et reçoit régulièrement du financement du gouvernement du Canada. L'ACSTA gère son risque de liquidité en préparant et en surveillant des prévisions détaillées des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation et d'investissement anticipées. De plus, le Conseil d'administration examine et approuve les budgets d'exploitation et d'investissement de l'ACSTA.

Les fournisseurs et autres créditeurs représentent l'exposition maximale au risque de liquidité de l'ACSTA. Le tableau suivant résume les échéances contractuelles de ces passifs financiers :

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

	Moins de 3 mois	De 3 mois à 1 an	Total
31 décembre 2015	81 887 \$	28 035 \$	109 922 \$
31 mars 2015	83 844 \$	16 599 \$	100 443 \$

La stratégie mise en œuvre par l'ACSTA pour gérer son risque de liquidité est la même que celle appliquée au 31 mars 2015.

(c) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie ne respecte pas ses obligations contractuelles, entraînant par conséquent une perte financière pour l'ACSTA. Afin d'atténuer le risque de perte financière découlant de manquements, l'ACSTA a adopté une politique selon laquelle elle consent un crédit uniquement aux contreparties solvables. L'exposition de l'ACSTA et la solvabilité de ses contreparties font l'objet d'une surveillance constante. L'ACSTA établit, au besoin, une provision pour créances douteuses qui tient compte de l'estimation de la dépréciation des débiteurs.

L'ACSTA est assujettie au risque de crédit par l'entremise des débiteurs liés aux services de contrôle supplémentaires. Le montant maximal exposé au risque de crédit de l'ACSTA au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014 correspondait à la valeur comptable de ces actifs.

- (i) Les débiteurs liés aux services de contrôle supplémentaires de l'ACSTA dépendent des services fournis à une administration aéroportuaire. L'ACSTA ne croit pas qu'elle soit exposée à un niveau de risque de crédit inhabituel ou significatif. Aucune provision pour créances douteuses n'est requise au 31 décembre 2015.
- (ii) L'ACSTA ne compte aucun débiteur en souffrance ou considéré comme déprécié au 31 décembre 2015.

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

13. Accords contractuels

(a) Accords contractuels non liés aux contrats de location simple

Dans le cours normal des affaires, l'ACSTA conclut des accords contractuels pour l'acquisition de biens et services. Ces accords contractuels doivent respecter les crédits autorisés et sont assortis de droits de résiliation qui permettent à l'ACSTA de résilier, à sa discrétion, les contrats sans pénalité. Les accords les plus significatifs sont les contrats signés avec les fournisseurs de services de contrôle pour la fourniture de services de contrôle ainsi qu'avec les fournisseurs de matériel de contrôle et d'entretien de ce matériel.

Le tableau ci-après présente les soldes restant, sans les taxes applicables, de ces accords contractuels :

	31 décembre 2015	31 mars 2015
Exploitation	776 062 \$	1 134 698 \$
Immobilisations	189 804	194 202
Total	965 866 \$	1 328 900 \$

(b) Contrats de location simple

L'ACSTA a conclu des contrats de location simple non résiliables pour du matériel et des locaux à bureau. Les paiements minimaux à effectuer au titre de ces contrats de location, sans les taxes applicables, sont les suivants :

	31 décembre 2015	31 mars 2015
1 an au plus	18 008 \$	7 310 \$
Plus de 1 an mais 5 ans au plus	18 904	23 561
Plus de 5 ans	352	12 403

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

Le contrat de location simple non résiliable le plus important de l'ACSTA est pour les locaux à bureau à l'administration centrale. Le contrat expire le 30 novembre 2022 puisque l'option de renouvellement pour cinq années supplémentaires a été exercée. Les conditions de renouvellement prévoient des avantages incitatifs à la location qui ne faisaient pas partie de l'entente originale et une option de renouvellement pour une période additionnelle de cinq ans, selon les mêmes conditions. À l'expiration de la période de prolongation, il n'y aura aucun droit de prolongation et le loyer futur sera établi en fonction des conditions du marché à cette date.

14. Transactions entre parties liées

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015, l'ACSTA a conclu les transactions suivantes avec des parties liées.

(a) Gouvernement du Canada, ses organismes et autres sociétés d'État

L'ACSTA appartient à part entière au gouvernement du Canada, et est liée par propriété commune aux autres ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. L'ACSTA conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal de ses activités. Ces transactions entre parties liées sont conclues aux mêmes conditions que celles qui s'appliquent à l'ensemble des particuliers et des sociétés.

Les produits provenant des transactions avec ces parties liées pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015, ont totalisé 149 265 \$ (145 037 \$ en 2014), et 447 635 \$ (428 860 \$ en 2014), respectivement, ce qui représente les crédits parlementaires pour les charges d'exploitation et l'amortissement du financement public différé lié aux dépenses en immobilisations. Les charges se rapportant à ces parties liées pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015 ont totalisé 3 279 \$ (3 190 \$ en 2014), et 9 548 \$ (9 009 \$ en 2014), respectivement, ce qui comprend 3 017 \$ (2 968 \$ en 2014) et 8 805 \$ (8 211 \$ en 2014), respectivement, en taxes non recouvrables payées aux fiduciaires de l'Agence du revenu du Canada.

Au 31 décembre 2015, les montants à recevoir de parties liées s'établissaient à 86 579 \$ (92 072 \$ au 31 mars 2015). Ils comprenaient des créances de 18 516 \$ (14 438 \$ au 31 mars 2015) de l'Agence du revenu du Canada au titre de taxes recouvrables payées sur les charges et des créances de 68 027 \$ (77 634 \$ au 31 mars 2015) du gouvernement du Canada au titre des crédits parlementaires utilisés au cours de cette période qui n'avaient pas été reçus à la fin du trimestre. Au 31 décembre 2015, les montants à payer à des parties liées s'établissaient à 321 \$ (671 \$ au 31 mars 2015).

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

(b) Transactions avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA

Les transactions avec le RRE, le RRS et l'ARPD sont conclues dans le cours normal des activités. Les transactions effectuées avec les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi de l'ACSTA correspondent au versement des cotisations établies par des évaluations actuarielles, telles qu'elles sont présentées à la note 9. Il n'y a eu aucune autre transaction au cours de la période.

15. Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie et informations supplémentaires sur les flux de trésorerie

La variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie s'établit comme suit pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos le 31 décembre :

	Trimestres clos les		Périodes de neuf mois	
	31 décembre		closes les 31 décembre	
	2015	2014	2015	2014
Diminution (augmentation) des clients et autres débiteurs	(2 967) \$	132 \$	(7 158) \$	(920) \$
Diminution (augmentation) des stocks	(257)	224	1 282	1 999
Diminution des charges payées d'avance	84	402	1 399	1 592
Augmentation (diminution) des fournisseurs et autres créditeurs	165	(18 202)	1 422	(7 226)
Augmentation (diminution) de la partie courante des provisions	-	335	(335)	335
Augmentation (diminution) du financement public différé lié aux charges d'exploitation	173	(626)	(2 681)	(3 591)
	(2 802) \$	(17 735) \$	(6 071) \$	(7 811) \$

Les produits d'intérêts reçus et comptabilisés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015 se chiffrent à 87 \$ (99 \$ en 2014) et 303 \$ (349 \$ en 2014), respectivement.

Aucune charge d'intérêts n'a été payée ou comptabilisée pour le trimestre clos le 31 décembre 2015 (0 \$ en 2014). Les charges d'intérêts payées et comptabilisées pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2015 se chiffrent à 2 \$ (1 \$ en 2014).

ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN

Notes complémentaires aux états financiers intermédiaires résumés
(non auditées)

Trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2015 et 2014
(en milliers de dollars canadiens)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015, la variation des clients et autres débiteurs exclut des montants de 6 504 \$ (8 303 \$ en 2014) et 10 934 \$ (38 313 \$ en 2014), respectivement, pour le financement public lié aux dépenses en immobilisations, puisqu'ils concernent des activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015, la variation des fournisseurs et autres créditeurs exclut des montants de 10 795 \$ (13 604 \$ en 2014) et 8 057 \$ (27 562 \$ en 2014), respectivement, pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles puisqu'ils concernent des activités d'investissement.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015, la variation du passif net au titre des avantages du personnel exclut un montant de 6 115 \$ (0 \$ en 2014), et 2 907 \$ (0 \$ en 2014), respectivement, relativement à la réévaluation des régimes à prestations définies présentée dans les autres éléments du résultat global, car les montants sont liés à une réévaluation sans effet sur la trésorerie.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015, l'ACSTA a reçu des produits non monétaires de 36 \$ (0 \$ en 2014) et de 42 \$ (23 \$ en 2014), respectivement, liés à la sortie d'immobilisations corporelles, sous forme de notes de crédit d'un fournisseur.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2015, les virements de pièces de rechange des immobilisations corporelles aux stocks ont totalisé 12 \$ (1 \$ en 2014) et 25 \$ (12 \$ en 2014), respectivement.